



**Droits et Démocratie  
Rights & Democracy**

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique  
International Centre for Human Rights and Democratic Development

## **Solidarité et développement durable**

**Note pour une intervention**

**de**

**Jean-Louis Roy**

**Président  
Droits et Démocratie**

**Assemblée parlementaire de la Francophonie**

**Ottawa, le 26 mars 2003**

Monsieur le Président Onkeya,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Chers amis,

Laissez moi vous dire le plaisir que je ressens à me retrouver à nouveau dans cette atmosphère si particulière et chaleureuse de la Francophonie internationale. Je considère votre Assemblée parlementaire comme l'une de ses composantes les plus essentielles.

J'ai été témoin de vos requêtes pour obtenir un statut qui traduise ce que vous représentez, soit le système démocratique lui-même. J'ai été témoin de vos requêtes et je les ai soutenues avec détermination. Je me réjouis aujourd'hui de la place centrale que vous occupez dans notre communauté, de la vigueur de la coopération que vous conduisez, et de la force des propositions que vous exprimez.

Vous vous êtes positionnés comme gardiens de la dimension éthique de la Francophonie, comme les fiduciaires de ses valeurs politiques fondamentales. Vos attentes et vos exigences sont élevées. Vos évaluations percutantes. Votre compassion certaine mais sans complaisance pour ceux qui feignent d'ignorer l'état de droit, la fécondité des alternances, l'obligation stricte du respect des droits humains. Je me réjouis de cette prise de responsabilité.

Je voudrais évoquer devant vous et avec vous les progrès de la Francophonie. Je l'ai connue voila longtemps s'interrogeant sur la faisabilité, l'opportunité et l'utilité des réunions des chefs d'état et de gouvernement. Nous voici réunis aujourd'hui pour préparer le Xème Sommet de la Francophonie. Plus qu'il n'y parait, ces sommets ont apporté à la réflexion, à la concertation et à la décision internationales des contributions de grande portée.

- Le Sommet de Québec a véritablement lancé la politique internationale, aujourd'hui convenue, des remises de dette. De purs objets d'analyse théorique, le concept et la réalité de cette politique se sont imposés, de la francophonie qui l'a inaugurée vers le Commonwealth et le G7 (comme on disait alors) et, à travers lui à la communauté internationale. C'est aussi à Québec que la dimension économique de la Francophonie a été affirmée et concrétisée par la création de l'Institut de l'énergie à l'initiative de Robert Bourassa suite à ses conversations avec Houphouët Boigny.
- Le Sommet de Dakar coïncidait presque avec l'implosion de l'Union soviétique. Son grand mérite est d'avoir franchement reconnu les fortes mutations du temps, l'ouverture d'un cycle géopolitique nouveau et d'avoir placé au cœur de la coopération francophone les exigences de l'état de

droit, d'une justice forte et indépendante, du plein respect des droits humains. Il a de plus inauguré l'une des plus formidables jonctions entre la solidarité francophone et la politique internationale, soit la présence concertée des pays de notre communauté dans les fameux sommets mondiaux. Il s'agissait à Dakar du Sommet de Rio. Nous avons du alors inventer une méthode impliquant les experts et les ministres responsables, et la Francophonie s'est présentée avec des positions convergentes au premier rendez-vous mondial concernant le développement durable. Nous avons fait inscrire à l'ordre du jour la question majeure de la désertification que n'y figurait pas et, avec d'autres, avons milité pour les trois grandes conventions qui constituent les effets globaux de ce sommet.

De très nombreux pays francophones qui n'avaient pas les ressources requises pour participer à la préparation, la tenue et les suites de Rio ont été, grâce à cette politique de vrais acteurs de ce triptyque nouveau.

La même méthode, avec la même fécondité, à été reprise pour les Sommets du Caire consacré à la population et au développement, de Copenhague au développement social, de Beijing au statut de la femme, de Vienne sur les droits humains pour ne citer que ces exemples. Il y avait de l'audace et de la vision à Dakar.

- Le Sommet de Chaillot a eu lieu en substitution de Kinshasa pour marquer symboliquement et politiquement ce qui était acceptable et ce qui ne l'était pas pour notre communauté.
- Le Sommet de Maurice a donné une impulsion décisive à la mobilisation mondiale pour l'affirmation de la diversité culturelle de la famille humaine. Limitée alors au Canada et à l'Europe grâce à l'insistance de la France, cette grande idée, si essentielle à notre temps, est devenue alors mondiale avec des relais sur les cinq continents. Ce choix de la Francophonie permet aujourd'hui au monde, au-delà des tragédies actuelles, de reprendre contact avec ses souches de vérité et de vie qui fédèrent l'unité et la diversité de l'humanité.
- Les Sommets de Cotonou et de Hanoi sont indissociables. Ils ont renouvelé les institutions de la Francophonie dans le contexte de la mondialisation qui s'imposait alors. La Francophonie a toujours été politique. Elle est née à Niamey d'un traité entre des États et gouvernements. Mais le besoin de la placer clairement au niveau des grands groupes d'analyse, de concertation, et de proposition s'imposait à la fin du siècle dernier. Bien des sceptiques ont été confondus, les institutions ont été revues et elles donnent de vrais résultats.

Je me suis beaucoup réjoui que le Sommet de Moncton fasse porter ses travaux sur la jeunesse et consacre, notamment, pour la coopération universitaire un renouveau qui n'a pas cessé depuis de se déployer dans des formules novatrices, fécondes et multilatérales.

Enfin vous étiez au Sommet de Beyrouth, dans ce petit et grand pays dont toute l'histoire moderne illustre ce haut niveau de civilisation qui permet à des communautés humaines de vivre ensemble, même si différentes. Déjà se profilait la fureur qui s'est déchaînée sur l'Irak et se laissait voir, au delà du Sud Liban le drame commun des peuples d'Israël et Palestine, et plus loin encore, les pays d'une grande région où se trouvent la plus grande richesse du monde et la violence que représente la plus grande pauvreté du monde. Au cœur de cette humanité troublée qui se prolonge vers l'Asie du Sud et vers l'Afrique, la francophonie a réaffirmé le besoin absolu d'un nouveau dialogue entre les aires de civilisation, la nécessité de redéfinir et de refonder la gouvernance mondiale, et de montrer, en la créant, la fécondité du droit international.

Monsieur Le Président,

Le Sommet qui se tiendra à Ouagadougou l'an prochain doit raviver l'expérience évoquée par le père de la Francophonie au premier Sommet, celui de Versailles. Léopold Senghor parlait alors d'une *"espérance nouvelle placée au cœur de l'histoire"*.

Le thème du Xème Sommet lie deux nécessités absolues de notre temps :

1. La solidarité humaine et
2. Le développement durable.

Dans la foulée des sommets que je viens d'évoquer, ses analyses et propositions doivent être audacieuses, ambitieuses, concrètes et utiles. Les parlementaires peuvent et doivent y contribuer.

J'ai lu et relu la déclaration de Bamako formulée au thème du symposium international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace Francophone. Quelles perspectives! Quel apport à la culture démocratique et à l'État de droit!

Lorsque je suis arrivé à la Direction de l'Agence de la Francophonie en 1990, l'idée même d'un tel document était confidentielle partagée par quelques uns. Voilà un formidable progrès à mettre à l'actif de la Francophonie.

Mais un sentiment de malaise accompagne cette lecture. Comment développer cet ensemble de droits et de pratiques politiques, alimenter la culture démocratique et rendre durables les institutions démocratiques si le développement social, économique et culturel n'est pas au rendez-vous?

Dans l'ère mondialisée qui est le nôtre, les droits civils et politiques sont indissociables des droits sociaux, économiques et culturels. Il faut aller au bout de cette exigence.

Avant même d'invoquer le concept de solidarité, ses formes publiques et privées, c'est la nécessité de règles équitables dans le commerce mondial, l'ouverture des marchés, des mécanismes de correction de la destination des investissements, le règlement enfin de la question de la dette qui constituent le fondement du développement durable pour le Sud Francophone.

Le Sommet de Ouagadougou doit en priorité marquer sa solidarité en posant ces exigences au centre de sa réflexion et de ses propositions. L'impasse actuelle de la mondialisation est dramatique. Elle doit être levée. La Francophonie peut se mobiliser à cette fin avec audace, consistance, constance et grande détermination.

Il n'y aura pas de développement sans investissement, sans accès aux marchés, sans règles équitables dans le commerce mondial, sans règlement de la dette. Il n'y aura pas de croissance et de développement sans ces préalables.

Le modèle économique, financier et commercial qui constitue la vraie carte d'identité de la mondialisation a subi la dure épreuve des faits. Les promesses d'une croissance et d'un développement partagés ont été brutalement contredites par les politiques protectionnistes des pays développés, la destination des investissements, la recherche d'une productivité et d'une rentabilité maximales sans égard pour les conditions environnementales et sociales, sans égard pour les droits humains les plus élémentaires.

Depuis 1990, la carte vitale de l'humanité s'est dégradée. La pauvreté extrême, psychologique et matérielle, s'est accrue en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne et la situation s'est aussi fragilisée en Amérique latine. Dans cette période qui coïncide avec une baisse radicale de l'aide publique au développement, le creusement du transfert net des ressources des pays en développement est redevenu négatif, et le revenu par habitant est inférieur aujourd'hui à ce qu'il était en 1990 pour la majorité d'entre eux.

Certes la mondialisation n'a pas créé la vaste communauté des personnes dont les droits sociaux et économiques sont brutalement contredits par leurs terribles conditions sociales et économiques. On ne pouvait pas raisonnablement espérer qu'en une décennie, elle change ce qui doit l'être. Mais on pouvait espérer qu'elle préside à une redéfinition des rapports entre les zones développées du monde et celles qui sont "*hors de l'économie mondiale*", selon la terrible expression de l'OCDE. Cette redéfinition n'est pas venue, et une fracture technologique s'est ajoutée aux profondes disparités qui divisent le monde.

Aucun des objectifs de développement dits du millénaire fixés par les Nations-Unies ne sera atteint.

Deux milliards de personnes naîtront d'ici 2020, 90% dans les zones défavorisées du monde portant la famille humaine à huit milliards de personnes – 50% vivant alors en Asie, près de 20% en Afrique, 12% en Amérique du Nord et en Europe (contre 33% en 1930). Dans la même période, la population urbaine doublera et se multiplieront, notamment en Asie et en Afrique, les mégapoles comptant plus de 10 millions d'habitants. Cet enrichissement démographique du monde produira une pression migratoire sans précédent dans l'histoire. Il accélérera les flux d'identité multiple et la cohabitation des héritages spirituels et culturels dans une proximité sans précédent.

Ceux qui continuent à rêver d'un modèle unique de développement pour l'ensemble des pays du monde et à proposer le clonage des états et des sociétés sur le modèle poussé par les fundamentalistes de l'économie de marché se trompent tragiquement. On ne peut, on ne pourra pas gouverner les nations du monde selon un seul principe. On ne pourra pas réduire le développement à la croissance du capital, poser la liberté économique comme expression de la totalité de la liberté humaine, dissocier l'économie de sa dimension sociale et politique.

Dans le suivi des grandes politiques lancées par les Sommets précédents, le Sommet de Ouagadougou doit arrêter une proposition d'ensemble faite des "éléments durs" de la croissance et du développement.

Monsieur le Président,

De tous les fondements du développement durable et de tous les contenus de la solidarité se dégagent des convergences vers un levier essentiel, l'éducation.

On m'a souvent reproché un abus de langage quand je disais que *"le grand drame et le grand scandale de la Francophonie était la non scolarisation des ses enfants"*.

Il n'y aura pas de croissance et de développement dans des pays où 30%, 40%, 50% des enfants n'iront pas à l'école une seule journée de leur vie en 2003. Ce drame et ce scandale doivent être effacés de l'espace Francophone. Tout doit être fait, de la conjugaison des grandes coopérations des pays riches de la Francophonie à la mobilisation de tous les pays francophones auprès des grandes organisations internationales pour atteindre avant 2015 la scolarisation universelle des enfants dans l'espace Francophone.

*"La rivière est plus vieille que le chemin"*, nous rappelle un proverbe baolé; l'éducation est un préalable au développement.

Excusez mon insistance...mais la solidarité francophone et le développement durable resteront des concepts vides si une grande initiative visant la scolarisation universelle des enfants de tous les pays de la Francophonie n'émerge pas de notre communauté réunie au Burkina-Faso. Après le droit à la vie, peut-être s'agit il aujourd'hui du droit le plus pressant, celui qui conditionne tous les autres.

Je vous remercie pour votre invitation. J'ai normalement pris quelque distance avec la Francophonie que j'ai servie au mieux et passionnément durant une décennie. Cette distance me permet d'en saisir la formidable évolution. Ma conviction et mon espérance se conjoignent. Le Sommet de Ouagadougou peut et doit être un rendez-vous avec la justice et l'équité. Alors la solidarité et le développement durable pourront se déployer dans la longue durée.

F:\patricia\Speeches JLR\Solidarité et développement durable.doc